

429CM 7/7 10

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

P

RECTIFICATIF N° 2
A LA CIRCULAIRE N° 1
POUR L'APPLICATION
DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE
SÉRIE PERSONNEL N° 32

du 14 novembre 1941

"Port et usage d'armes par les agents de la S.N.C.F. en zone occupée"

Paris, le 23 février 1943.

Col.

Nm.
40

XVII

Il y a lieu d'apporter à la Circulaire n° 1 du 12 janvier 1942 les modifications indiquées ci-après : (1)

— Remplacer la page 3 par la nouvelle page ci-jointe (l'article 2 — paragraphe c) — a été complété par de nouvelles dispositions concernant les changements d'emploi ou d'adresse domiciliaire — sans changement de résidence d'emploi — des agents autorisés à être armés).

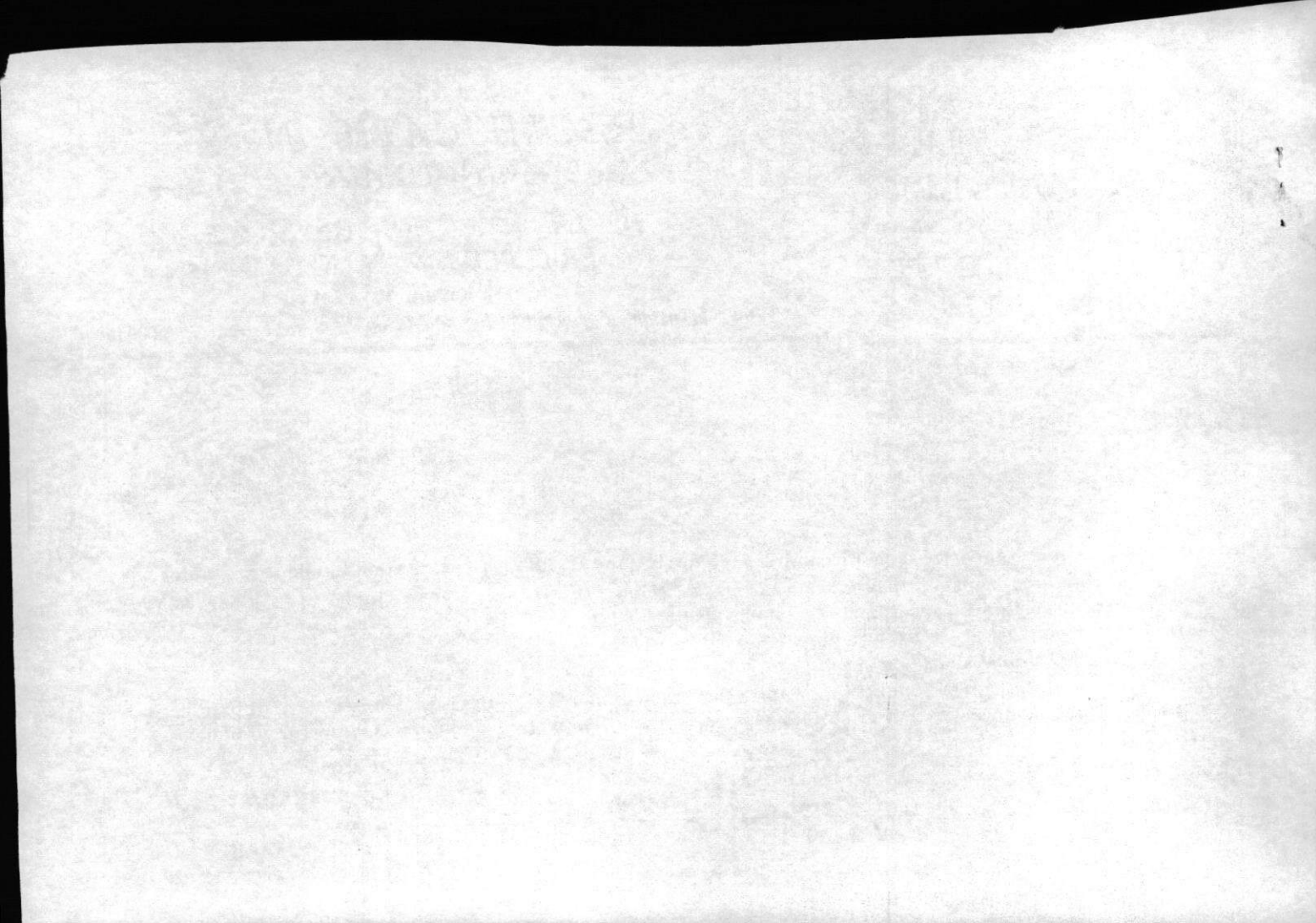
— Insérer l'avis modèle 1F ci-joint entre l'avis modèle 1E et l'Annexe n° 1.

— Coller les béquets ci-joints sur la liste des établissements de la S.N.C.F. autorisés à conserver des armes et des munitions (Annexe n° IV) et sur les parties de cette liste correspondant aux numéros indiqués.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

(1) — Il en sera fait mention sur ce document par l'indication suivante à porter en marge : « Modifiée par le rectificatif n° 2 du 23 février 1943 ».



c) *Mutations d'agents autorisés.*

Lorsque, pour un motif quelconque, un agent cesse de pouvoir figurer sur la liste nominative des agents armés d'un établissement, le Chef d'établissement doit :

— retirer l'autorisation de port d'arme à feu et la plaque d'identité qui avaient été remises précédemment à l'intéressé ;

— établir un avis modèle 1D pour :

— le Chef d'Arrondissement (ou *Fonctionnaire assimilé*),

— le Service régional,

— le Service Central du Personnel (4^e *Subdivision*) ;

— annexer à l'avis destiné au Service Central du Personnel (4^e *Subdivision*) l'autorisation de port d'arme à feu et la plaque d'identité devenues sans objet ;

— rayer le nom de l'agent de la 4^e partie du registre et compléter la rubrique « radiations » de cette 4^e partie.

L'autorisation de port d'arme à feu et la plaque d'identité devenues sans objet sont adressées pour annulation à la H.V.D. de Paris (ou de Bruxelles, suivant le cas) par le Service Central du Personnel (4^e *Subdivision*).

Lorsqu'un agent est désigné pour être inscrit sur la liste nominative des agents armés d'un établissement, le Chef d'établissement doit :

— inscrire provisoirement au crayon à la 4^e partie du registre le nom de l'agent et les renseignements utiles,

— adresser au Chef d'Arrondissement un avis modèle 1E.

Cet avis est transmis par la voie hiérarchique (*sauf objection des différents échelons*) au Service Central du Personnel (4^e *Subdivision*).

Le Service Central du Personnel (4^e *Subdivision*) établit l'autorisation de port d'arme, soumet cette pièce à la signature de la H.V.D. de Paris (ou de Bruxelles, suivant le cas) et l'envoie, dès réception, avec une plaque d'identité, au Service régional sous le couvert de l'avis modèle 1E.

Les 3 pièces sont transmises par la voie hiérarchique au Chef d'établissement qui inscrit alors définitivement le nom de l'agent sur le registre (4^e *partie*).

Lorsqu'un agent change d'emploi ou d'adresse domiciliaire sans changer de résidence d'emploi, le Chef d'établissement doit :

— modifier, en conséquence, la 4^e partie du registre d'inventaire,

— établir un avis modèle 1F pour le Service Central du Personnel (4^e *Subdivision*).

Le Service Central du Personnel établit une nouvelle autorisation de port d'armes, soumet cette pièce à la signature de la H.V.D. de Paris (ou de Bruxelles, suivant le cas) et l'envoie, dès réception, en retournant l'avis modèle 1F au Service Régional qui la fait parvenir au Chef d'établissement intéressé, par l'intermédiaire du Chef d'Arrondissement.

Le Chef d'établissement remet la nouvelle autorisation à l'agent, qui en donne décharge sur l'avis modèle 1F, et retourne cette dernière pièce, accompagnée de l'ancienne autorisation, au Service Central du Personnel (4^e *Subdivision*) par l'intermédiaire du Chef d'Arrondissement et du Chef de Service Régional.

L'autorisation de port d'armes devenue sans objet est adressée, pour annulation, à la H.V.D. de Paris (ou de Bruxelles, suivant le cas) par le Service Central du Personnel (4^e *Subdivision*).

Article 3. — Livre-Journal de sorties et rentrées d'armes et de munitions.

Conjointement avec le Registre d'inventaire des armes et des munitions, chaque Chef d'établissement (*Service local*) auquel des armes et des munitions ont été attribuées doit établir et tenir à jour un Livre-Journal de sorties et rentrées d'armes et de munitions (*Annexe n° 3*). Les pages de ce Livre sont numérotées.

Article 4. — Tenue du Livre-Journal.

Les agents responsables désignés à la 1^{re} partie du Registre d'inventaire des armes et des munitions sont également responsables de la tenue correcte du Livre-Journal de sorties et rentrées d'armes et de munitions effectuées lors de chaque prise ou cessation de service.

Rectificatif n° 2 du 23-2-43	4	— d° —	Paris (12°), 7, rue du Charolais.	Services Financiers. Subdivision du Contrôle des Re- cettes-Voyageurs.	—
Rectificatif n° 2 du 23-2-43	6	Service de Surveillance Générale (Direction-Secrétariat).	Paris (10°), 13, rue d'Alsace.	Exploitation.	Est
	7	Service de Surveillance Générale (Brigade régionale et Groupe de Paris).	Paris (10°), 13, rue d'Alsace.	— d° —	— d° —
	8	Service de Surveillance Générale (Brigade de Paris).	Paris (10°), 13, rue d'Alsace.	— d° —	— d° —
Rectificatif n° 2 du 23-2-42	17	Service de Surveillance locale. Gare de Vincennes-Fontenay.	Vincennes (Seine), 2, rue Félix-Faure.	— d° —	— d° —
	17 bis	Service de Surveillance locale. Gare de Blainville-Damelevières.	Damelevières (Meurthe-et-Moselle).	— d° —	— d° —
	17 ter	Service de Surveillance locale. Gare de Pagny-sur-Moselle.	Pagny-sur-Moselle (Meurthe-et-Moselle).	— d° —	— d° —
	18	Service de Surveillance locale. Ateliers d'Epernay.	Epernay (Marne), 11, quai Jules Loubet.	Matériel et Traction	— d° —
	19	Service de Surveillance locale. Entretien de La Varenne.	La Varenne-Saint-Hilaire (Seine), 66, avenue des Deux- Stations.	— d° —	— d° —
Rectif. - Rectifi- catif. n° 9 du 23-2-43	51	Service de Surveillance Générale. Gare de Paris-Vaugirard.	Paris (15°), 1, rue du Cotentin.	— d° —	— d° —
Rectif. - Rectifi- catif. n° 9 du 23-2-43	104	Service de Surveillance locale. Gare de Paris-Austerlitz.	Paris (13°), 57, boulevard de la Gare.	— d° —	— d° —
Rectif. - Rectifi- catif. n° 9 du 23-2-43	125	Service de Surveillance locale. Magasin Général de Bordeaux.	Bordeaux (Gironde), 50, rue Carles-Vernet.	— d° —	— d° —

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION :
 SERVICE :
 ARRONDISSEMENT :
 ETABLISSEMENT : N°.

AVIS DESTINÉ AU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL
 (4^e Subdivision)

concernant un agent du Service de Surveillance (1) { Générale
 Locale

ayant changé (1) { de grade
 d'adresse domiciliaire

NOM (2)
 Prénoms
 Date de naissance
 Emploi à la S.N.C.F. { ancien
 nouveau
 Résidence d'emploi
 Domicile (3) { ancien
 nouveau
 Numéro de l'Autorisation de port
 d'armes (4)

A le
 (5)

M. le Chef du Service d
 de la Région d

Ci-joint une nouvelle autorisation N° à remettre à l'agent désigné ci-dessus, en échange de celle dont il est actuellement porteur.

A Paris, le

P. Le Directeur,
 Le Chef de la Division Centrale
 de l'Administration du Personnel,

TRANSMIS à M. (6)

A Paris, le
 (7)

TRANSMIS à M. (8)

A le
 (9)

REÇU l'autorisation désignée d'autre part

A le
 (10)

RETOURNÉ à M. (6)

Ci-joint l'ancienne autorisation n° à annuler.

A le
 (5)

TRANSMIS à M. (11)

A le
 (12)

TRANSMIS à M. le Directeur du Service Central du Personnel
 (4^e Subdivision)

A Paris, le
 (7)

- (1) Rayer la mention inutile.
 (2) Inscrire le nom en lettres CAPITALES si l'avis mod. 1F n'est pas dactylographié.
 (3) Adresse complète (localité, rue et numéro s'il y a lieu, département).
 (4) Cette pièce ne devra être retirée des mains de l'agent que lorsque la nouvelle autorisation comportant le nouveau grade ou domicile lui sera remise.
 (5) Signature du Chef d'établissement.
 (6) Chef d'Arrondissement (ou Fonctionnaire assimilé).
 (7) Signature du Chef de Service Régional.
 (8) Chef d'établissement.
 (9) Signature du Chef d'arrondissement (ou Fonctionnaire assimilé).
 (10) Signature du titulaire.
 (11) Chef du Service Régional.
 (12) Signature du Chef d'arrondissement (ou Fonctionnaire assimilé).